

Quelles significations donner aux nouvelles attentes des consommateurs ?

Guy PAILLOTIN

Aujourd'hui, tout ce qui touche à notre alimentation en France, mais aussi en Europe, a toutes les allures d'un fait de société. On constate que toute crise alimentaire, même minime, fait la Une des journaux et l'emporte sur toute autre considération. On peut avoir une lecture événementielle des choses. Il y a des crises, il ne faut pas les nier, mais il faut les comprendre : celle de la vache folle, celle des organismes génétiquement modifiés, celle aussi de la dioxine, celle de la listériose ; et quand on regarde de plus près, elles sont toutes très différentes. La crise de la vache folle pose un réel problème de santé publique, encore qu'il soit difficile à apprécier quantitativement ; celle des organismes génétiquement modifiés, résulte plutôt de l'introduction maladroite d'une innovation technologique qui peut avoir des applications utiles dans l'avenir ; la dioxine, c'est un problème de fraude, et enfin la listériose vient nous rappeler opportunément que notre principal adversaire dans la vie, c'est plus les microbes que la chimie.

Mais, pour nos concitoyens, tout ceci se mélange allégrement, créant une espèce d'angoisse générale vis-à-vis de l'alimentation. Il faut donc rechercher la cause de cette homogénéité de réaction ailleurs que dans l'événementiel. Ayant été Directeur scientifique de l'INRA pendant 4 ans, puis Président de cet institut 8 ans, j'ai vécu un certain nombre d'événements - la réforme de la politique agricole commune, les négocia-

tions d'accords de commerce international et toutes les ces crises que je viens d'évoquer. Il me semble qu'il faut chercher un certain nombre de causes - pas toutes - de nos troubles dans l'évolution récente de la société, de l'agriculture et aussi des industries alimentaires et de la distribution.

L'INRA a été créé en 1946 à la sortie de la guerre comme bien d'autres organismes et cette création n'est pas le fait du hasard. Il se trouve que notre pays avait accumulé un retard important en matière de recherche agronomique. La plupart des pays industrialisés qui figurent dans le monde de l'agriculture et de l'alimentaire avaient créé leur recherche agronomique 50 ans auparavant. Nous avions connu un protectionnisme important dû à la volonté des pouvoirs publics, incarnée par M. Méline. Nous avions des colonies pour lesquelles nous faisons des efforts de recherche plutôt en vue d'alimenter nos industries ; et en France, l'agriculture apparaissait comme un refuge pour des valeurs traditionnelles qu'il fallait conserver en tant que telles.

C'est à la sortie de la guerre, dans le sillage de la résistance, que les choses ont pris une autre tournure ; le tout ne s'est pas fait en une journée, mais a été le fruit même de la volonté des agriculteurs. Le choix a été alors de faire de l'agriculture un élément moteur de notre progrès économique et social. Un véritable contrat social s'est établi en France et s'est traduit par des lois d'orientation agricole en 1960 et 1962, lesquelles consistaient à dire : "Il faut que l'agriculteur puisse gagner en productivité pour fournir des denrées en quantité, en qualité et à des prix abordables, à l'ensemble de la population française ; en contrepartie, on garantira aux agriculteurs un niveau de revenu comparable au standard français" : telle était la base de l'accord. Il fallait donc, pour réaliser ce contrat, s'appuyer sur une augmentation de la productivité. - La recherche agronomique y a contribué - mais en même temps, cette augmentation de la productivité a conduit à une forte diminution du nombre d'actifs dans l'agriculture : 5 millions d'actifs sont partis, pendant les "trente glorieuses", de l'agriculture vers l'industrie. Ceci constituait un cercle vertueux, dans lequel tout actif qui quittait l'agriculture avait la possibilité d'entrer dans le développement industriel de cette époque. Donc un cercle vertueux de transfert d'activités depuis l'agriculture jusqu'à l'industrie. Ce contrat social était à la base de toutes les politiques agricoles dans le monde, y compris aux Etats-Unis. Les pays qui n'avaient pas jugé bon d'adopter ce type de contrat social étaient :

- soit ceux qui n'en avaient guère besoin comme la Nouvelle-Zélande, l'Australie ou l'Argentine parce que les capacités de production agricole étaient dues à des situations naturelles ou démographiques très favorables pour l'Argentine, ou à une grande disponibi-

lité des sols pour l'Australie. Ils n'avaient donc pas un énorme besoin d'augmenter leur productivité,

- soit malheureusement les pays en voie de développement, notamment en Afrique, qui n'ont pas réussi leur décollage parce qu'ils n'ont pas mis en place ce genre de contrat et que leur agriculture, mal protégée, n'a pu se développer.

Pour beaucoup aujourd'hui, la question de l'augmentation de la productivité agricole ne semble pas se poser. Or, il faut se rappeler que la vie il y a 50 ans, dans les campagnes, était très difficile ; l'économie était très largement locale, c'est-à-dire fondée en grande partie sur le troc. Or, le troc n'est pas quelque chose qu'il faille négliger : il ne permet pas de disposer de revenus en termes monétaires, d'avoir la liberté de faire éduquer ses enfants, de libérer les enfants et la femme, etc. Quand on écoute les arguments utilisés dans la publicité, dans le marketing comme on dit aujourd'hui, on n'a de cesse de se référer aux grands-parents (tomates de notre grand-mère, confiture de notre grand-mère), il n'y a de jour, si on écoute un peu les médias, où la référence aux grands-parents ne soit présente. Cette espèce de mythe que l'on vit aujourd'hui s'apparente à une recherche du paradis terrestre, ce qui le rend fictif. On a souvent tendance à penser que la consommation était bien plus agréable à cette époque que maintenant, ce qui est tout à fait faux. Les déséquilibres nutritionnels étaient importants ; on se souvient d'un premier ministre faisant de la publicité pour que les enfants consomment du lait. Les carences et les excès étaient chose coutumière. Nous en avons d'ailleurs une preuve évidente : la durée de vie moyenne a considérablement augmenté. Elle augmente encore de 3 mois par an, en raison des progrès de la médecine mais en partie seulement et en partie minoritaire car ceci est largement dû à l'hygiène et à l'alimentation.

Ainsi le paysage il y a 50 ans était le suivant : la sortie d'une économie un peu végétative et la conclusion d'un contrat social qui marque le début d'un développement considérable de l'agriculture. Ce développement a été relayé par la création de la Communauté Européenne. Le Traité de Rome reprend, sous l'influence de la France notamment, le contrat social que je viens d'évoquer. C'est le même exactement que l'Europe a conclu pour son agriculture et comme il s'agissait du seul contrat évident dans la politique européenne, la politique agricole s'est un peu confondue durant de longues années avec la politique européenne dans son ensemble.

Deux points méritent d'être soulignés dans cette évolution de la productivité de l'agriculture pendant les "trente glorieuses" :

- le premier, c'est l'efficacité redoutable de la recherche, qui s'est fondée sur une amélioration de nos connaissances et des pratiques en matière d'agronomie, et en matière d'alimentation animale. On a beaucoup mieux calculé, prévu ce qu'il fallait donner soit aux plantes soit aux animaux, ce qui a permis de faire des économies très substantielles tout en augmentant les rendements. On a aussi constamment amélioré nos moyens de protection de la vie, surtout par le développement de la chimie, donc du phytosanitaire pour les plantes, et la santé animale s'est développée grâce à l'industrie vétérinaire. Il y a eu aussi, il faut le rappeler, la motorisation, le plan Marshall qui a libéré beaucoup de main-d'oeuvre et beaucoup d'énergies, dans lequel l'INRA n'a pas joué de rôle essentiel. Et enfin, l'importance de la génétique au sens "traditionnel" qui a permis, par la sélection, de trouver des plantes plus productives ou de meilleure qualité, et également des animaux plus productifs et de meilleure qualité. La productivité de l'agriculture pendant les "trente glorieuses" a été multipliée par 10, ce qui est tout à fait considérable.

- Le deuxième point est tout à fait différent : j'ai parlé des actifs en termes de production, mais il faut aussi prendre en compte que le transfert de 5 millions d'actifs de l'agriculture vers l'industrie s'est traduit par une urbanisation considérable de notre société. Avant guerre, plus de 50% des Français habitaient les campagnes et étaient d'origine majoritairement paysanne. Aujourd'hui 75 à 80 % des Français sont dans les villes, les agriculteurs ne représentant plus qu'une minorité dans les campagnes. C'est un changement social considérable, car les Français se sont éloignés des lieux de production, de leur culture agricole, et ils se sont éloignés d'une certaine façon de leur culture alimentaire. L'industrie agro-alimentaire s'est développée du fait de cet éloignement. Il faut bien transporter les denrées depuis le lieu où elles sont produites jusqu'au lieu où elles sont consommées. Il faut bien les conserver tout au long de ce parcours et ceci a été obtenu très rapidement par les progrès faits sur les conserves, puis assez vite par la chaîne du froid. Et enfin, la vie moderne a trouvé son dernier élément avec le développement de la grande distribution, qui a changé complètement le paysage. On est passé d'une société rurale, majoritairement agricole, faite d'économie de troc, de production locale et de petits épiciers du coin à une économie complètement différente.

Le mouvement des "trente glorieuses" a atteint son perfectionnisme intellectuel à la fin des années 80 : il était alors admis de façon presque intangible que l'agriculture était une activité de production de denrées de base, une activité quasiment minière : l'agriculture produisait des denrées indifférenciées, ce qui veut dire qu'un blé fait en Beauce ou un blé fait en Allemagne ou un blé fait au Canada ou aux Etats-Unis était toujours le même blé, la même matière de base. Seul comptait son prix. A charge ensuite pour les industries

agro-alimentaires de transformer cette matière de base en autant d'éléments offerts aux consommateurs. On avait alors le culte de la " transformation " : On était très loin de l'idée de produit "naturel". Les industriels considéraient que l'expression "naturel" n'avait aucun sens. En même temps, le consommateur n'était pas ignoré, mais il était schématisé par des travaux de sciences sociales un peu rudimentaires qui déterminaient ses besoins : le besoin de goût, le besoin de santé, le besoin de gagner du temps en faisant la cuisine, le besoin de ne pas acheter trop cher. A partir d'une analyse aussi simple, qui ne faisait pas intervenir le comportement individuel dans le choix du consommateur, on essayait de déterminer le meilleur produit possible sur le meilleur créneau possible également. On était à l'époque du "diététiquement correct", parce que l'un des objectifs majeurs de l'industrie agro-alimentaire était, d'une certaine façon, de prouver qu'en artificialisant l'alimentation, on obtenait quelque chose qui était infiniment meilleur, plus équilibré que ce qu'on pouvait connaître auparavant. Ce n'est pas complètement faux, mais c'était bien sûr excessif.

Enfin, on parlait de cette idée qui, là encore, n'est pas complètement fautive qu'un découplage fort complet entre les vœux du consommateur et les desiderata des citoyens, notamment en ce qui concerne l'environnement, était normal.

Beaucoup aujourd'hui interprètent cela comme étant une mainmise des industriels sur les consommateurs et les citoyens. C'est en partie vrai, mais le consommateur et le citoyen, jusqu'à la fin des années 80, ne se posaient pas vraiment de questions parce qu'ils étaient animés par le désir de se libérer de la pesanteur du monde rural ; ils étaient animés par le souci de dépenser moins pour son alimentation parce que cela grevait considérablement le budget ; il était très heureux d'avoir accès, presque tous les jours au long de l'année, à des produits qui, auparavant, n'étaient que des produits locaux, des produits qui étaient effectivement des produits de "grand-mère". Mais la grand-mère, elle, ne distribue ses produits qu'à ses petits-enfants, elle ne les distribue pas sur un marché national. Beaucoup disent aujourd'hui, "les endives n'ont plus l'amertume du passé". Eh bien, juste après guerre, les endives étaient une production locale surtout dans le Nord, coûteuse sur les marchés, moins coûteuse dans les jardins, mais le progrès a été justement de faire passer l'endive du jardin à un marché. Donc, jusqu'à la fin des années 80, on manifestait un certain désir commun de décoller de la réalité terrienne, que j'ai appelé dans un ouvrage "la force du mythe d'Icare". (*Tais-toi et manges*. G. Paillotin et D. Rousset, Bayard Editions, Paris, 1999).

Mais Icare chute assez brutalement au tout début des années 90. C'est intéressant de le rappeler parce qu'aujourd'hui beaucoup pensent que cela a commencé en 1996, avec la

crise de la vache folle. Ce n'est pas vrai du tout. Tout a commencé au début des années 90. Et on a pu observer, de façon très précise, un changement du comportement des consommateurs, un certain retour à l'authentique, un certain refus de la société gadget. Ceci a été clairement mesuré par le CREDOC qui fait des enquêtes régulières sur la consommation. Un attrait des consommateurs pour des produits de qualité est apparu, c'est dire que le simple mécanisme économique des prix ne suffisait pas à expliquer le comportement des consommateurs.

On peut dater ce changement de comportement de consommateurs de façon très précise : en 1990, un grand courant dans l'industrie alimentaire était de produire des aliments allégés - c'était vraiment très à la mode - ainsi que le montrait le Salon International de l'Alimentation. Deux ans plus tard, le même Salon International de l'Alimentation était complétement orienté vers les produits du terroir. Cela date avec une grande précision le changement du consommateur.

L'interprétation est plus complexe que la datation. Certains, dont je suis, pensent que la chute du mur de Berlin en 1989, le conflit du Golfe en 1990 n'ont pas été pour rien dans le changement de regard porté sur le monde par nos concitoyens. En 2 ou 3 ans on a assisté, en dehors des deux évènements que je viens de rappeler, à la chute du mur de Berlin, au conflit du Golfe, au conflit yougoslave, aux accords de Maastricht, puis au sommet de Rio en matière d'environnement et à la réforme de la politique agricole commune en 1992, et enfin aux accords de Marrakech sur le commerce international en 93 et 94. Cette succession a marqué nos concitoyens et les a amenés à se poser des questions. Ils s'en posent encore aujourd'hui.

Ce mouvement préfigurait déjà la mondialisation. Celle-ci a émergé à travers ces conflits locaux qui étaient auparavant bloqués plus ou moins par la bipolarisation Est-Ouest. Dès lors, chacun a voulu retrouver ses racines et l'une des façons privilégiées de retrouver des racines dans la vie quotidienne, est portée par l'alimentation, par l'image qu'elle porte. J'insiste sur l'image parce que les consommateurs sont aujourd'hui très désireux de retrouver des éléments de nature. Mais ces éléments de nature, ils les recréent, c'est une véritable "représentation" de la nature. Il m'arrive fréquemment d'expliquer à des urbains un peu informés que l'agriculture n'est en rien naturelle, qu'une vache est le fruit d'une longue sélection, qu'elle n'est pas issue du paradis terrestre. Et beaucoup n'arrivent pas à comprendre cela. C'est dire qu'on est arrivé (d'ailleurs c'est très sympathique) à l'idée que l'agriculture a existé de tous temps. Or, elle n'a que 20.000 ans d'âge alors que notre espèce a 3 à 4 millions d'âge. Il y a une sorte de recreation très

intéressante de l'idée de nature. Il est important que les industriels, les agriculteurs et la recherche essaient de comprendre ce que signifie cette représentation et n'opposent pas à cette volonté de retrouver un "semi-naturel" une analyse trop réductionniste, certains diraient rationnelle des choses.

Un exemple : à l'Ile de la Réunion, un responsable politique de cette île me demandait que la recherche agronomique réintroduise les arbres fruitiers de l'origine de cette île. Or, à l'origine, il n'y avait pas un seul arbre fruitier dans cette île. Cette personne parlait des arbres fruitiers de son pays d'origine, qui était manifestement le Pakistan ou l'Inde. On doit réinterpréter le désir des gens, mais ne pas s'en moquer. Ce qui rend les choses un peu compliquées, c'est le fait que le scientifique n'est pas toujours à l'aise face à cette demande de naturel.

L'ensemble des événements des années 90 ont conduit à un changement d'orientation des scientifiques. L'INRA travaille davantage la qualité que la quantité, ne serait-ce que pour des raisons économiques. La réforme de la politique agricole commune conduisait à une baisse des prix des denrées de base. Pour que l'agriculteur puisse s'en sortir économiquement, en plus de la compensation par des aides directes, il fallait qu'il différencie sa production de manière à introduire plus de valeur ajoutée dans son produit de base. Donc la qualité est devenue la priorité de la recherche, mais aussi, déjà, à cette époque, la traçabilité. Les éléments de traçabilité étaient constitutifs de la qualité et venaient incarner une meilleure définition, une meilleure approche des questions du naturel. C'est d'ailleurs en 1992 que l'INRA a lancé une campagne de communication, mais aussi de réflexion sur le thème "Terre, Terroir, Territoire" ; c'était déjà dans tous les esprits. C'était un peu "avant-gardiste" mais c'était quand même significatif de l'évolution de la société et de la recherche agronomique.

C'est en 1996 qu'éclatent les crises. La première est celle de la vache folle. Cette crise a eu 2 étapes : celle de 86 où l'on voit les vaches devenir folles en Grande-Bretagne. On détermine assez vite que cette épidémie est due à un agent pathogène assez peu connu qui n'est ni un virus ni une bactérie, et qui semble être une protéine qui s'appelle le prion. Le prion a été introduit dans l'alimentation des bovins britanniques suite à un changement de technique de fabrication d'une partie de leur alimentation, celle qui provient de farines animales. On recycle effectivement les restes des abattoirs en fabriquant des farines qu'on porte à de fortes températures. Elles subissent également un certain nombre de traitements sur lesquels je ne m'étendrai pas. Les Britanniques, pour des raisons économiques mais aussi de qualité du produit, avaient abaissé la température de traitement. Or l'agent

pathogène, le prion, résiste assez bien à des traitements thermiques même assez élevés. Il a appris à résister dans les nouvelles conditions. La maladie s'est alors développée. On a recyclé par les cadavres de vaches contaminées cet agent pathogène et on a vu s'envoler le nombre de cas de vaches folles. Des mesures ont été prises dans les élevages, aussi bien en Grande-Bretagne qu'en France, dès le début des années 90. Mais en 96, l'hypothèse qui fait frémir comme disent les médias, apparaît: c'est la possibilité du transfert de la maladie de la vache vers l'homme, suite à la consommation de viande en provenance de vaches malades. Aucune hypothèse en science n'est rejetée à priori mais ce n'était pas auparavant l'hypothèse la plus couramment admise. On pensait que les maladies à prion étaient très spécifiques de chaque d'espèce. Bref, à partir de 1996 apparaît un problème qui rebondit constamment, et qui est un véritable problème de santé publique.

A cette occasion, les consommateurs ont toutefois posé d'autres questions, sur l'origine de leur alimentation. On retrouve le besoin d'identification à un lieu. D'où vient la viande bovine ? La traçabilité a été demandée pour des questions de santé, mais aussi pour des raisons qui n'étaient pas directement liées à la santé. Le consommateur a d'ailleurs découvert à cette occasion qu'il consommait de la vache et pas du bœuf (cela est plutôt le fait de l'éloignement des sources rurales parce que cela fait très longtemps qu'on consomme de la vache et non pas du bœuf). Un certain nombre de grands restaurateurs disent même que la meilleure viande est une viande de vache laitière de réforme de 4 ans. Le consommateur s'est interrogé sur la composition de ses aliments puisqu'il a découvert qu'on avait mis de la cervelle de vache dans des saucisses ou des choses équivalentes. Il a eu des exigences sur la composition des aliments. Ce qui posait à l'industrie agro-alimentaire des questions nouvelles. L'industrie agro-alimentaire disait : "Nous vous fournissons un produit, nous considérons qu'il est sain (dans le cas d'espèce il ne l'était pas), point final." On retrouve aujourd'hui encore, dans les discussions internationales sur le commerce international, ce genre d'approche chez nos amis d'Amérique du Nord : "Nous vous fournissons un produit, nous considérons qu'il est sain, vous n'avez pas à vous poser d'autres questions".

Mais le consommateur lui, se pose d'autres questions sur l'image de ce qu'il consomme. L'une d'entre elles, que beaucoup de scientifiques ont considérée comme ridicule, mais que je considère personnellement comme pertinente, est : "Pourquoi avez-vous rendu la vache carnivore ?". Elle est pertinente sur le plan scientifique, parce que c'est bel et bien en la rendant carnivore qu'on a propagé la maladie de la vache folle. Puis on peut considérer que nous ne mangeons pas qu'avec notre estomac, mais aussi avec notre cerveau, que nous avons des représentations de nos aliments. Et Dieu sait que la vache est aussi le substitut de la mère en matière de lait. Sa réalité d'herbivore constitue aussi une certaine image de sa "naturalité".

Deuxième crise, deux mois plus tard, en mars 96, avec l'arrivée dans les ports français et européens de soja et de maïs génétiquement modifiés et non étiquetés. Depuis, le débat sur les Organismes Génétiquement Modifiés a pris une ampleur assez vertigineuse. Beaucoup pensent qu'il peut y avoir un risque pour la santé. Ce n'est pas le cas des innovations qui sont potentiellement sur le marché. D'autres, dont je suis, pensent que ces organismes doivent être examinés avec attention à cause de leurs retombées sur l'environnement. Mais dans tous les cas, ce qui a été frappant, c'est que les industriels ont produit ces Organismes Génétiquement Modifiés et n'ont en aucun cas pris au sérieux les demandes des consommateurs. Il fallait étiqueter ces Organismes Génétiquement Modifiés, il fallait essayer d'expliquer en quoi ils étaient utiles. Au lieu de cela, on a dit : "Vous n'avez pas à vous poser ce genre de questions, faites nous confiance ! Circulez, il n'y a rien à voir !..."

On peut dire aujourd'hui que le refus des OGM est la traduction, en termes négatifs, de la toute puissance des consommateurs dans des pays industrialisés. Certes, il y avait eu déjà d'autres cas, celui des colorants. Mais avec les OGM, nous avons un cas d'école qui manifeste le renversement complet de notre société, celle dans laquelle le producteur n'est plus l'élément déterminant de l'économie. C'est le consommateur qui tire l'économie. On le voit bien d'ailleurs tous les jours : dès que la consommation diminue d'un point, l'économie tremble.

Enfin, le cas de la dioxine. Il est complètement différent car il s'agit d'une fraude : on a introduit des huiles minérales frelatées dans un circuit de collecte d'huiles végétales de consommation qui servent de base à la fabrication de graisses qui sont consommées en partie par des poulets de type industriels. Le cas de la dioxine a heurté la conscience de nos concitoyens d'abord parce qu'une fraude est tout à fait condamnable, mais également parce que la dangerosité potentielle (qui a heureusement été pratiquement nulle) affectait la production de poulets bas de gamme, autrement dit la consommation des couches les moins aisées de notre population. Or, il y a une demande très forte, notamment en France, mais aussi un peu partout en Europe, d'équité voire d'égalité en matière d'alimentation.

A propos des 3 crises que je viens de citer, il faut prendre en considération non seulement les faits en matière de santé, dont on parle à juste titre, mais aussi les faits sociaux qui sont révélateurs d'un changement important dans la société.

Quelles conclusions avancer ?

La première est que l'agriculture évolue et va encore évoluer. Elle avait un rôle classique, traditionnel qui était de produire pour fournir assez de denrées aux consommateurs. Ce souci n'est pas totalement absent de nos préoccupations actuelles. (Je l'ai peu évoqué dans cette conférence, mais nous avons toujours le souci de l'alimentation de la population mondiale, le problème n'est pas totalement réglé.) Il n'y a pas lieu d'être très pessimiste. Néanmoins tous les efforts doivent être conduits pour assurer, lors des 20 ou 30 ans qui viennent, une production suffisante pour alimenter l'ensemble du monde. Le point limitant est essentiellement la disponibilité de l'eau. C'est sur ce point majeur qu'il faut se concentrer. Le problème de l'eau se pose d'ores et déjà en France à propos des activités de production qui doivent ménager l'environnement. Mais l'agriculture doit également assurer la qualité des produits aussi bien sur le plan sanitaire que sur le plan gustatif, puisqu'il y a une référence constante des consommateurs au naturel. On voit bien que ceux-ci tiennent à ce que l'agriculture elle-même intervienne activement dans la constitution de la qualité, et que celle-ci ne soit pas simplement le fruit d'une transformation par les industries alimentaires. La qualité gustative peut se régler par le marché, mais la qualité en matière de santé est une affaire de bien public et de réglementation ; au-delà de la réglementation, il faut une organisation des producteurs, des industriels, des distributeurs pour et par une procédure de qualité, afin d'assurer le risque le plus faible pour le consommateur.

Enfin, on peut considérer que l'agriculture joue également un rôle quant à l'emploi et à l'aménagement du territoire. Cela peut en partie justifier l'attribution d'aides directes, de manière à assurer une distribution aussi homogène que possible de l'emploi sur le territoire, et à ne pas accumuler le chômage dans les banlieues.

Un second point concerne la mobilisation de l'agriculture, de l'industrie alimentaire, et de la distribution pour satisfaire les exigences des consommateurs. Tous ces secteurs seront amenés à le faire, qu'ils le veuillent ou ne le veuillent pas. Cela passe par une bonne information du consommateur, par des procédures d'étiquetage ou de traçabilité. Cela repose sur l'idée que le consommateur doit devenir un acteur de sa propre consommation (ce qui pose des questions déontologiques sur un certain nombre de démarches de marketing qui parfois considèrent le consommateur plus comme un chien de Pavlov que comme un véritable acteur conscient). Et je crois que le marché lui-même poussera les industriels et la distribution à bien prendre en compte le fait que le consommateur est un acteur de plus en plus intelligent.

Troisièmement, la place de la Science. A la Présidence de l'INRA, j'ai bien vu combien il était nécessaire que les scientifiques changent assez radicalement d'attitude par rapport à la société. Une approche traditionnelle est de dire que le scientifique est complètement indépendant des évolutions de la société, qu'il produit des connaissances qui ont une existence en soi et que ces connaissances n'ont pas à dépendre de telle et telle évolution de la société. C'est une position intenable dès l'instant où l'acquisition de connaissances est liée aux applications, ce qui est le cas majoritairement de tout ce qui touche à la biologie. Une indépendance extrême du scientifique finit par être une naïveté, voire le meilleur moyen de servir des intérêts très limités. Il faut que le scientifique ait conscience de ce qu'il fait, qu'il puisse se situer par rapport aux évolutions sociales. L'INRA a beaucoup suivi les évolutions de la société à tel point qu'un certain nombre de personnes ont dit que l'INRA devait davantage anticiper les évolutions de la société. Et je crois que c'est vrai qu'en raison de sa mission de la recherche : c'est même une évidence, et nous aussi nous l'avons fait. Nous n'avons pas attendu que toute la société prêche pour la qualité. Nous n'avons pas attendu 1996 ou 1997 pour amorcer des activités de recherche très intéressantes dans ce domaine.

A l'inverse, on ne peut pas dire que la science doit dépendre totalement des orientations à court terme de la société. Lors de mon expérience de Président, il m'est arrivé, à l'occasion de telle ou telle crise, d'avoir d'amicales pressions des pouvoirs publics pour réorienter parfois puissamment des recherches vers les thèmes qui suscitaient l'émotion dans le grand public. Un cas justifié est celui de l'étude des prions. Celui de la dioxine ne l'est pas. Il faut savoir résister à ces pressions immédiates. Nous avons tous à l'esprit le désir du Président Nixon de vouloir résoudre le problème du cancer en mettant des moyens considérables comme son prédécesseur avait réussi dans le domaine de l'espace. Cela n'a pas de sens. Il y a un moment où l'acquisition des connaissances se fait de façon relativement indépendante des choix de société.

La situation est celle d'une arête difficile, d'un équilibre délicat : Non à l'abstention par rapport aux problèmes de société, mais Non également au simple suivi des orientations à court terme. Je crois que, quand on écoute les citoyens et quand il s'agit de la recherche agronomique, il est assez facile de choisir, parce qu'il s'agit de leur vie quotidienne. Leurs questions sont assez simples. Nos concitoyens attendent une prise de responsabilité de la part des scientifiques : il n'ont pas envie que les scientifiques dépendent totalement de leurs propres impressions. Je me souviens avoir entendu des collègues, désireux sans doute de se faire bien voir dans quelque assemblée de consommateurs ou de journalistes, dire : "Dites nous ce que vous voulez, nous vous le ferons". Cela provoquait une angoisse totale

parce que les gens qui écoutaient se disaient : "Ces scientifiques sont des hommes et des femmes comme nous, mais ils s'y connaissent un peu plus que nous, ils devraient savoir un petit peu plus ce qu'il faut faire, plutôt que nous dire : si vous voulez un légume qui soit, violet un peu sucré, en votant à la majorité absolue, on va vous le faire par tous les moyens possibles". La proposition de choisir les recherches en votant n'est pas acceptable. De même qu'un scientifique qui dit : "Un OGM, je l'ai conçu, c'est propre, c'est beau, consommez-le et ne discutez pas", ne peut être soutenu.

Ce que demandent nos concitoyens est une co-responsabilité dans l'exercice de l'art de la recherche, c'est une participation à la place qu'ils peuvent occuper, laissant aux scientifiques une grande part de responsabilité dans la conduite des recherches.

Comment mettre en oeuvre cette co-responsabilité ? C'est une véritable question. L'une des solutions est d'élargir certains de nos thèmes de recherche à des éléments qui ne sont pas toujours pris en compte par les sciences dures, je pense à des questions de sciences sociales. Aujourd'hui, on ne peut guère travailler sur le génie génétique sans incorporer dans les réflexions, au niveau des laboratoires même qui y travaillent, le souci de la réaction, de l'acceptabilité (comme on dit en anglais mais je n'aime pas beaucoup ce mot là), le souci qu'aura le consommateur d'épouser ou non ce type d'innovation technologique. On ne peut pas simplement dire : contentons-nous de faire notre travail, puis un débat citoyen viendra après coup régler le problème. Il faut qu'on élargisse nos objets de recherche.

Ma proposition n'est pas de changer les bases mêmes de la démarche scientifique, elle est de changer nos sujets de recherche de manière à élargir notre souci à des questions qui soient probablement plus de sciences sociales et voire même de sciences économiques, souvent négligées dans notre pays. Je le dis parce qu'on ne peut pas non plus laisser les politiques seuls face à un certain nombre de problèmes de société : ils sont un peu perdus face à ces problèmes de société.

Je sais que, pour les scientifiques, le lien avec le politique est toujours quelque chose d'extrêmement délicat. Mais, il me semble qu'entre ce que travaillent actuellement les scientifiques et ce qui préoccupe les politiques, il y a un "no man's land" de préoccupations citoyennes. Il est légitime que les scientifiques commencent à pénétrer ce no man's land. On peut le traiter avec méthode pour en dégager les grandes lignes de rationalité, pour essayer de mettre de la cohérence entre tel ou tel désir (par exemple de la cohérence entre une représentation de la nature et la réalité de l'environnement qui sont deux

G. PAILLOTIN

choses un peu différentes). Ces sujets me paraissent de nature à être abordés par des scientifiques, afin d'élaborer des pistes, des solutions, aussi bien pour chacun de nos citoyens que pour les politiques. Je suis donc favorable au passage d'une attitude de neutralité, qui était traditionnelle dans la science, à une véritable attitude de co-responsabilité.

Guy PAILLOTIN
Président du Conseil Général de
l'Institut National Agronomique de Paris-Grignon